



MISSION DE RECHERCHE
Droit & Justice



Rapport d'activité 2015 et prévisions 2016



31 mars 2015



Sommaire

L'activité scientifique du GIP en 2015

Le soutien à la recherche	2
La valorisation de la recherche	5
Focus sur les recherches terminées en 2015, leur diffusion et leur valorisation	8

Prévisions pour 2016

Une interface modernisée entre les besoins des praticiens et la liberté de la recherche	9
La production scientifique et les opérations de valorisation à venir	10
Perspectives pour 2017	12

Annexe

Les recherches en cours, panorama thématique	13
--	----



L'activité scientifique du GIP en 2015

1. Le soutien à la recherche

En 2015, le GIP Mission de recherche Droit et Justice a retenu **18 projets de recherche** : 5 dans le cadre des appels à projets, 8 dans le cadre du « gré à gré » et 5 dans le cadre d'un programme spécifique sur la contrainte pénale.

Ces projets rejoignent les **57 recherches en cours**¹, d'une durée de deux ans *a priori*, dont la Mission assure, comme chaque année, le suivi scientifique ainsi que le suivi administratif et financier.

1.1. Cinq projets reçus dans le cadre des appels à projets dont la liste a été approuvée par le conseil d'administration du 26 novembre 2014



Jérôme Bossan, Laurence Leturmy, Cristina Mauro, *La CRPC – bilans et perspectives*, EPRED, Université de Poitiers

*Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité



Aurore Chaigneau, *L'état civil hors les frontières*, CEPRISCA, Université de Picardie Jules Verne

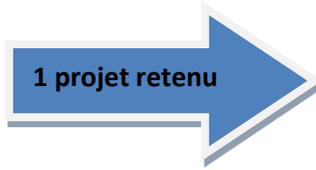
François Violla, *De l'assignation à la réassignation du sexe à l'état civil. Etude de l'opportunité d'une réforme*, ASMES, CHRU Montpellier

Laurence Hérault, *Etat civil de demain et transidentité*, Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative, CNRS

¹ Ces recherches sont présentées, par grands thèmes, en annexe.



**Les enjeux de la
déjudiciarisation**
3 projets déposés



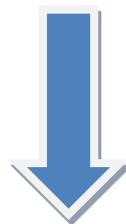
Sylvie Cimamonti et Jean-Baptiste Perrier, *Les enjeux de la déjudiciarisation*, LDPSC, Université Aix-Marseille

**L'évolution des
métiers de
justice**



1.2. Huit projets retenus dans le cadre du « gré à gré » (les projets spontanés)

Conseil scientifique
30 mars 2015



Fanny Malhière, *L'élaboration des décisions des cours constitutionnelles et européennes*, CREDESPO, Université de Bourgogne

Nicolas Dodier et Janine Barbot, *Les témoignages, à l'audience pénale, des victimes d'une affaire de santé publique. Pratiques et répertoires normatifs des acteurs du procès*, LIER-EHESS

Sophie Jehel et Patricia Attigui, *Les adolescents face aux images « trash » : stratégies, vulnérabilités, remédiations. Comprendre le rôle des images dans la construction identitaire et les vulnérabilités de certains jeunes*, CEMTI, Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis



**Conseil scientifique
2 novembre 2015
5 projets sur 12**



Jean-Philippe Foegle et Serge Slama, *Renforcer l'efficacité de la protection des lanceurs d'alerte : l'apport du droit comparé et des normes du Conseil de l'Europe*, Université Paris-Ouest Nanterre La Défense, Centre de recherche sur les droits fondamentaux

Robert Carvais, *Pratiques des savoirs entre jugement et innovation. Experts, expertise du bâtiment. Paris 1690-1790. Premiers jalons pour une recherche*, CNRS, Centre de Théorie et analyse du droit

Fabien Jobard, *Punitivités comparées. Représentations pénales en France et en Allemagne*, Université de Berlin, Centre Marc Bloch

Xavier Crettiez et Romain Sèze, *Saisir les mécanismes de la radicalisation violente : pour une analyse processuelle et biographique des engagements violents*, Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice, CESDIP

Solenne Jouanneau, *VioCop-Provic – Violences conjugales et Protection des victimes. Conditions et usages, dans les tribunaux français, des mesures judiciaires de protection des victimes de violence au sein du couple*, Université de Strasbourg, SAGE (société acteurs gouvernement en Europe)

1.3. Enfin, un programme de recherches coordonnées qui préfigure les nouvelles « recherches-actions »

Observation de la mise en œuvre des dispositions de la loi du 15 août 2014 relative à la contrainte pénale

Confié à 5 équipes coordonnées par Christian Mouhanna (CESDISP), portant sur six sites à peu près représentatifs des tribunaux français selon des critères de taille - grand TGI de province, grand TGI de région parisienne, TGI « moyen » : l'EPRED de Poitiers – Laurence

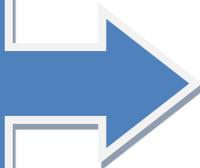


Leturmy ; l'IEP de Bordeaux – Cécile Vigour ; le CERCRID de Saint-Etienne – Vanessa Perrocheau ; le CEJEP de La Rochelle – André Giudicelli.

2. La valorisation de la recherche

2.1. Les événements et publications scientifiques

**Sur avis du Conseil
scientifique**



16 colloques ont été cofinancés par la Mission de recherche.

3 aides à l'édition accordées : *Thémis Outremer, Adapter le droit et rendre la justice sous le 1^{er} Empire* ; Xavier Aurey, *Les cliniques juridiques* ; Baptiste Coulmont, *Changer de prénom : de l'identité à l'authenticité*.



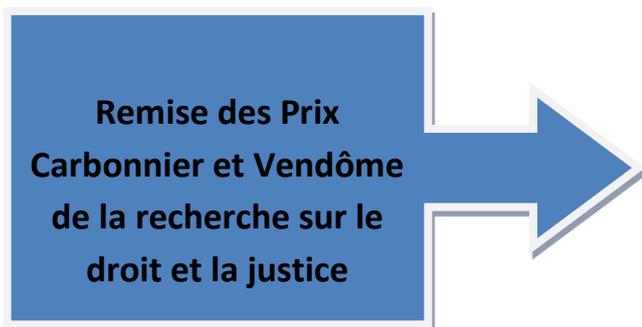
Un colloque « le tour du monde des écomafias », le 11 février 2015 à l'auditorium du quotidien *Le Monde*, avec présentation par Laurent Neyret de son ouvrage issu d'une recherche en droit pénal de l'environnement, soutenue par la Mission, *Des écocrimes à l'écocide*.

Au sein des comités de rédaction des *Cahiers de la Justice* et des *Archives de politique criminelle*, la Mission y présente, ou y fait présenter par les chercheurs, les travaux qu'elle a soutenus. Ainsi de la recherche d'Antoine Vauchez *Espaces politico-administratifs et barreau d'affaires*, dans la première de ces revues.



Un « petit déjeuner » sur le droit à l'oubli, réunion de présentation et de discussion autour de deux recherches respectivement conduites par David Dechenaud et Maryline Boizard, le 8 juillet 2015 dans les locaux de la DACS, en présence des services du Défenseur des droits et de la CNIL. La Mission va développer ce type d'action envers les directions du ministère de la Justice.

Renforcée, la Mission a décidé de valoriser les recherches sous la forme de réunions d'échange avec les praticiens du droit et de la justice. Ont ainsi été présentées des recherches en cours sur les violences conjugales et sur les comparutions immédiates lors des **petits déjeuners de l'ENM et de la DACG**, respectivement.



Le Prix Carbonnier attribué à **Marie-Xavière Catto** pour sa thèse intitulée *Le principe d'indisponibilité du corps humain, limite de l'usage économique du corps*, soutenue le 1er décembre 2014 à l'Université Paris-Ouest Nanterre La Défense.

Le Prix Vendôme attribué à **Marc-Antoine Julien** pour sa thèse "*Le processus de qualification pénale: étude sur la transformation des faits en droit dans le traitement des contentieux de masse*", soutenue à l'Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense le 6 novembre 2014.



La participation au colloque « Justice, état des savoirs », organisé par la SDSE et l'EHESS le 22 mai 2015

Animation, par la directrice de la Mission, d'une table ronde sur les voies judiciaires ouvertes aux victimes : l'action individuelle ou l'action collective.

Intervention d'une chercheuse, soutenue par la Mission, sur la place des victimes dans le procès pénal : Catherine Lacroix, auteure, avec Marie-France Steinlé-Feuerbach, de *La judiciarisation des grandes catastrophes. Approche comparée du recours à la justice pour la gestion des grandes catastrophes (de type accidents aériens ou ferroviaires)*, une recherche réalisée avec le soutien de la Mission et terminée en 2014.

2.2. La modernisation des actions de communication permanentes de la Mission

Le site internet de la Mission

Véritable vitrine de son activité et de la recherche sur la justice et le droit, le site du GIP fait l'objet d'une actualisation constante et bénéficie désormais du savoir-faire d'une chargée de communication mise à disposition par le CNRS. **Le site a été consulté 653 338 fois en 2015**, à un rythme croissant, autour de 2 500 visites par mois au dernier trimestre.

La mise en ligne systématique, sur le site HAL-SHS (CNRS), des rapports de recherches produits avec le soutien de la Mission, au-delà donc de son propre site internet.

Le « carnet de recherche » de la Mission

Inauguré en janvier 2015, qui diffuse son actualité comme celle de la recherche, auprès de la communauté des chercheurs et des praticiens du droit et de la justice. **Le carnet de recherche de la Mission a reçu 7 348 visites en 2015** – une fréquentation en hausse continue au dernier trimestre 2015, jusqu'à 1 608 visites en décembre, après deux pics en mars et juin.



La Lettre de la Mission

A nouveau disponible, à un rythme trimestriel pour le moment (mars, juin et décembre 2015), sous la forme d'articles des chercheurs ou des membres de la Mission, d'interviews ou de regards croisés, sur l'actualité et notamment les appels à projets du GIP, sur les recherches, publications et colloques relatifs au droit et à la justice.

La Lettre bénéficie depuis septembre 2015 de l'expérience d'une chargée de communication qui a longtemps réalisé cet exercice pour le journal du CNRS.

De plus, grâce à un accord avec la DSJ, elle a vu sa diffusion par courriel élargie de la communauté scientifique (2 300 personnes) à la totalité des magistrats de l'ordre judiciaire (8 000 personnes). **Au total, la Lettre de la Mission est adressée à quelque 10 000 destinataires.**

La diffusion des rapports

Les rapports de recherches, dont 50 exemplaires sont à chaque fois remis à la Mission sont systématiquement envoyés aux juridictions et administrations concernées. Le focus ci-après dresse le bilan de ces actions de valorisation plus spécifiques.



3. Focus sur les recherches achevées en 2015, leur diffusion et leur valorisation

Auteur(es)	Titre de la recherche	Diffusion et valorisation spécifiques
Didier CHOLET	Les nouvelles prisons : regards pluridisciplinaires	Forum de la DAP du 16 octobre 2015 entièrement consacré à cette recherche, avec intervention des chercheurs et présentation par le directeur adjoint du GIP ; article dans la Lettre de la Mission
Muriel CHAGNY	Regards juridiques et économiques sur la réparation privée et publique des dommages concurrentiels	Diffusion normale
André GIUDICELLI	Le champ de la prévention de la récidive dans sa dimension multipartenariale et interinstitutionnelle en Charente Maritime étude locale et perspectives comparatistes	Diffusion notamment dans les juridictions
Maryline BOIZARD	Le droit à l'oubli	Réunion de restitution lors d'un petit déjeuner à la DACS, avec notamment le défenseur des droits et la CNIL
Alexis SPIRE, Katia WEIDENFELD	Des erreurs ou des fraudes ? Le sens des sanctions en matière fiscale	Article des auteurs dans la Lettre de la Mission
Laurent WILLEMEZ	Consultations et conseils juridiques en droit du travail (avocats, inspecteurs du travail et syndicalistes)	Diffusion normale
Mathilde BOUTONNET	Le contrat et la protection de l'environnement	Diffusion ciblée de la publication du rapport de recherche
Anne-Cécile DOUILLET	Logiques, contraintes et effets du recours aux comparutions immédiates	Présentation de la recherche lors d'un petit déjeuner de la DACG
Lucie CLUZEL-METAYER, Agnès SAUVIAT, Caroline FOULQUIER	QUALIJUS (aspect administratif)	Interview croisée dans la Lettre, séminaire de travail du 8 avril 2016, avec l'IGSJ, le CE, la DACS, la DACG, le SAEI et la SDSE
Emmanuel JEULAND	QUALIJUS (aspect judiciaire)	Interview croisée dans la Lettre, séminaire de travail du 8 avril 2016, avec l'IGSJ, le CE, la DACS, la DACG, le SAEI et la SDSE
Aline DESEQUELLES et Caroline TOURAUT	Expérience individuelle et prise en charge institutionnelle de la perte d'autonomie et du vieillissement en milieu carcéral : état des lieux et recommandations	Article des auteures dans la Lettre de la Mission, ainsi que dans <i>Les Cahiers de la Justice</i> , à paraître ; colloque sur les personnes vulnérables prévu avec la DAP le 30 septembre 2016
Anne WYVEKENS	Justice et diversité culturelle – 2 ^{ème} phase	Article de l'auteure dans la Lettre de la Mission
Catherine ESNARD, Marie-Josée GRIHOM, Laurence LETURMY	L'intime conviction : incidences sur le jugement des jurés et magistrats. Régulations sociocognitives et implications subjectives	Article/regards croisés des auteures dans la Lettre de la Mission
Magalie FLORES-LONJOU	La famille, le droit et le cinéma	Article de l'auteure dans la Lettre de la Mission
Philip MILBURN, Catherine LENZI	« Les Centres éducatifs fermés. La part cachée du travail éducatif en milieu contraint »	Réunion de restitution organisée à Lyon notamment auprès de la DIR PJJ Grand Est, article dans la Lettre de la Mission et large diffusion (DPJJ, IGAS, ONED...)
Fabienne PERALDI-LENEUF	Publication, <i>Les conflits horizontaux de normes</i>	Diffusion ciblée, notamment à la Cour de cassation et au conseil d'Etat
Marianne COTTIN	L'activité civile et commerciale du parquet	Poursuite des travaux de la commission à la demande de la DACS
Daniel DERIVOIS	Parcours et accompagnement de mères victimes de violences conjugales : une étude exploratoire dans le champ de la protection de l'enfance	Diffusion normale



Prévisions pour 2016

1. Une interface modernisée entre les besoins des praticiens et la liberté de la recherche

1.1. La programmation scientifique 2016, fruit d'une association plus étroite du conseil scientifique, du CNRS et des directions du ministère de la Justice

Du printemps à l'automne 2015, la Mission a recueilli les suggestions de son conseil scientifique, les a transmises au CNRS et aux directions du ministère de la Justice, a recueilli leurs réactions et leurs demandes, qu'elle a triées selon qu'il s'agissait d'études, de recherches ou de recherches-actions, en faisant émerger les sujets communs, avant de les communiquer en retour au conseil scientifique pour avis.

Le 25 novembre 2015, l'assemblée générale du GIP pouvait ainsi se prononcer sur un projet de programmation scientifique qui était le fruit d'une véritable concertation. Ce processus est encore perfectible : son amélioration est d'ores et déjà à l'agenda du nouveau président du conseil scientifique ; l'association du conseil national des barreaux et du conseil supérieur du notariat est également recherchée.

1.2. La diversification de la programmation scientifique



Poursuite de la politique de financement et d'accompagnement de recherches classiques : travaux relativement longs laissant une autonomie certaine aux chercheurs et issus des procédures d'appel à projet ou de gré à gré.



Une innovation, les états de l'art : travaux plus ciblés et réalisables dans un délai plus court. Ces états de l'art pourront être réalisés par des post-doctorants et auraient pour objet de faire un état des connaissances disponibles sur une question donnée, afin de permettre au GIP de déterminer les lacunes qui justifient le lancement d'appels à projets.



Seconde innovation : les recherches-actions, qui seront des travaux plus courts que les recherches habituelles, définis à partir des axes d'investigation intéressant plus particulièrement les services ou organismes commanditaires – le chercheur gardant son autonomie dans sa méthodologie et ses constats ; le GIP s'engageant, dans un souci d'indépendance, à publier la recherche quels qu'en soient les résultats, dès lors que le travail est de qualité.



Cette diversification des travaux qui seront soutenus par la Mission a été validée par l'assemblée générale notamment à la lumière d'une étude interne faisant apparaître les délais réels des recherches, en mesurant le temps qui s'écoule entre l'approbation de la programmation scientifique par l'assemblée générale et la diffusion d'un rapport final définitivement validé, étaient ainsi, en moyenne, de 4 ans.



2. La production scientifique et les opérations de valorisation à venir



2.1. La production scientifique des deux prochaines années

- **Les recherches**

Quatre nouveaux appels à projets sont en cours :

- Droit, justice et numérique.
- Le racisme.
- La laïcité.
- La barémisation de la justice.

- **Les états de l'art**

- Les neurosciences et le droit.
- La propriété.
- Les victimes.
- La capacité de la personne vulnérable.

- **Les recherches-actions**

- Le blanchiment.
- Devenir magistrat.

Et toujours les recherches de gré à gré examinées par le conseil scientifique, dont l'assemblée générale du 26 novembre 2015 a renouvelé 8 des 20 membres (Cf. encadré ci-contre).

La Mission remercie vivement, pour leur implication constante et fructueuse, les membres du conseil scientifique dont le mandat est arrivé à expiration.

2.2. Les opérations de valorisation prévues en 2016

- **Colloques de valorisation des recherches financées par la Mission**

Le conseil scientifique

Nommés le 26 novembre 2015

Loïc CADRET, professeur de droit, Paris 1

Véronique CHAMPEIL-DESPLATS, professeur de droit, Nanterre

Frédéric DESPORTES, avocat général, Cour de cassation

Martine KALUSZYNSKI, directrice de recherche (historienne, politiste), CNRS/ScPo Grenoble

Antoine LYON-CAEN, avocat aux Conseils, professeur de droit émérite, Nanterre

Yves ROBINEAU, conseiller d'État

Valérie SAGANT, magistrate, directrice adjointe de l'ENM

Laurent WILLEMEZ, professeur de sociologie, Versailles-Saint-Quentin

...rejoignent

Pascal CHAUVIN, magistrat, président de la 3^e chambre civile de la Cour de cassation

Anne-Cécile DOUILLET, professeur de science politique, Lille 2

Jean-François SAGAUT, notaire, Paris

Massimo VOGLIOTTI, maître de conférences philosophie et théorie du droit, Italie

Kathia MARTIN-CHENUT, chargée de recherches en droit CNRS/Strasbourg

Jean-Sylvestre BERGÉ, professeur de droit, Lyon 3

Philippe COMBESSIE, professeur de sociologie, Nanterre

Hugues DUMONT, professeur de droit, Bruxelles

Karen Fiorentino, professeur d'histoire du droit, Dijon

Bruno JEANDIDIER, chargé de recherches en économie, CNRS/Nancy

Stéphanie LACOUR, directrice de recherches en droit, ENS Cachan/ISP

Laurence LETURMY, professeur de droit, Poitiers



8 avril 2016, séminaire de travail : L'évaluation de la qualité des juridictions judiciaires et administratives

Valorisation des recherches d'E. Jeuland (ordre judiciaire) et L. Cluzel-Métayer (ordre administratif).

Demi-journée avec accueil café, puis « cocktail dînatoire ».

Séminaire de travail sur invitation réunissant, sur le site Olympe de Gouges, l'IGSJ, la DSJ, le SG, la DACG, la DACS, le CSM et la MIJA.

30 septembre 2016, colloque : Les personnes vulnérables en prison, le handicap, le vieillissement et la santé en prison

Valorisation des recherches de C. Touraut, A. Desequelles et N. Combalbert.

Une journée – en partenariat avec la DAP.

Colloque ouvert ou semi-ouvert.

Les 24 et 25 novembre 2016, colloque Justice pénale et environnement

Une journée et demie - En partenariat avec l'ENM et la Cour de cassation.

Colloque ouvert.

Avec invitation de professionnels étrangers (Espagne, Pays-Bas...)

Fin 2016 : Colloque sur les discriminations, en partenariat avec le Défenseur des droits

Rencontres entre chercheurs, universitaires et praticiens.

Valorisation de trois recherches sur les discriminations (J. Perelman et M. Mercats-Bruns, Y. Laïdie et Ph. Icard, F. Bellivier et J-M. Thouvenin).

Valorisation des recherches sur les motivations de décisions des Cours d'assises (F. Affergan, C. Besnier et A. Jolivet), l'intime conviction (L. Leturmy) et une recherche de Ph. Milburn financée par l'ENM.

Colloque inscrit dans le cadre de la formation des magistrats.

2 journées – en partenariat avec l'ENM.

- **Autres manifestations**

« **Petits déjeuners** » entre chercheurs ou universitaires et praticiens.



Développement des opérations de presse (petits déjeuners, conférences de presse, déjeuners de presse...

3. Perspectives pour 2017

Les Etats généraux de la recherche

En partenariat avec le CNRS

Participation au projet européen obtenu par l'ENM, « Divorce3 »

Sous la forme d'une action de valorisation, en lien avec les recherches de la Mission sur le même sujet

Participation à une opération financée par l'ANR

Dans le cadre de l'extension géographique d'une recherche soutenue par la Mission, *Etude disciplinaire du dispositif des injonctions de soin dans une métropole régionale*, dirigée par Virginie Gautron et Sylvie Grunvald

Partenariat en cours avec le Québec

Eventuelle proposition commune sur la vulnérabilité ou la reconstruction des rapports familiaux

Eventuel partenariat avec « Criminocorpus »

Sur le numérique dans le cadre d'un projet européen

Annexe



Les recherches en cours, panorama thématique

1. Organisation judiciaire, professions juridiques et judiciaires, évolutions de la justice

Déjudiciarisation et office du juge

Maryse DEGUERGUE Gérard MARCOU Catherine TEITGEN-COLLY	Le recours à la sanction administrative dans les contentieux techniques	A.O. Le recours à la sanction administrative dans les contentieux techniques
Virginie LARRIBAU-TERNEYRE Arnaud LECOURT	Réflexion sur la notion de régime de la médiation au sein des modes amiables de résolutions des différends : étude à partir des expériences de médiation dans le ressort de 5 Cours d'appel	AO Médiation
Philippe CHARRIER Adrien BASCOULERGUE	Analyse socio-juridique des dispositifs de médiation dans trois cours d'appel : de la prescription à l'accord de médiation	AO Médiation
Jean-Baptiste PERRIER Sylvie CIMAMONTI	Les enjeux de la déjudiciarisation	AO en janvier 2015

Professions juridiques

Benoît BASTARD Anne BOIGEOL	Ethique et TIC. A quoi sert l'Ordre des avocats ?	A.O. Profession d'avocat
Mustapha MEKKI	L'avenir du Notariat	GAG
Gilles LHUILIER	Les pratiques innovantes de formation des professionnels du droit : vers un modèle global ?	AO La formation initiale et continue des professionnels du droit au regard des évolutions juridiques, judiciaire, technologie et sociétale
William DROSS Hervé CROZE	La formation initiale et continue des professionnels du droit au regard des évolutions juridique, judiciaire, technologique et sociétale	AO La formation initiale et continue des professionnels du droit au regard des évolutions juridiques, judiciaire, technologie et sociétale

2. Domaine pénal

Droit pénal, procédure pénale

Véronique LE GOAZIOU Laurent MUCCHIELLI	Les viols dans la chaîne pénale	GAG
Caroline GUIBET-LAFAYE	Les expertises psychiatriques au prisme des représentations sociales de la folie et de la responsabilité des malades mentaux	GAG



Caroline PROTAIS		
Sonia HARRATI David VAVASSORI	Construction d'une typologie des dynamiques violences conjugales et des trajectoires de vie du couple auteur/victime des violences conjugales	AO Violences conjugales
Frédérique GRANET	Les violences conjugales – bilan de l'évaluation des dispositifs et propositions d'amélioration	AO Violences conjugales
Francis AFFERGAN Christiane BESNIER Anne JOLIVET	La construction de la motivation des décisions criminelles à l'audience : France, Belgique, Suisse	GAG
Bruno PY	L'utilisation des caractéristiques génétiques dans les procédures judiciaires : étude de dix années de pratiques en Meurthe-et-Moselle (2003-2013)	AO Utilisation des caractéristiques génétiques dans les processus judiciaires
Nicolas DODIER Janine BARBOT	Les témoignages des victimes à l'audience pénale d'une affaire de santé publique	GAG
MOUHANNA	Groupes de recherches coordonnées – observation de la mise en œuvre des dispositions de la loi du 15 août 2014 relative à la contrainte pénale	Recherche coordonnée
LETURMY	Groupes de recherches coordonnées – observation de la mise en œuvre des dispositions de la loi du 15 août 2014 relative à la contrainte pénale	Recherche coordonnée
VIGOUR	Groupes de recherches coordonnées – observation de la mise en œuvre des dispositions de la loi du 15 août 2014 relative à la contrainte pénale	Recherche coordonnée
PERROCHEAU	Groupes de recherches coordonnées – observation de la mise en œuvre des dispositions de la loi du 15 août 2014 relative à la contrainte pénale	Recherche coordonnée
GIUDICELLI	Groupes de recherches coordonnées – observation de la mise en œuvre des dispositions de la loi du 15 août 2014 relative à la contrainte pénale	Recherche coordonnée
Laurence LETURMY Jérôme BOSSAN Cristina MAURO	Comparution sur reconnaissance de culpabilité – Bilans et perspectives	AO La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : analyse des pratiques et enjeux
Solène JOUANNEAU	VioCo-ProVic. Violences conjugales-Protection des victimes : usages et conditions d'application, dans les tribunaux français, des mesures judiciaires de protection des victimes de violences au sein du couple	GAG
Xavier CRETTEZ Romain SEZE	Saisir les mécanismes de la radicalisation violente : pour une analyse processuelle et biographique des engagements violents	GAG

Exécution et application des peines

Sid ABDELLAOUI Nicolas AMADIO Patrick COLIN	Freins et leviers de la justice restaurative en France	AO La justice réparatrice pour les majeurs
Virginie GAUTRON Sylvie GRUNVALD	Etude pluridisciplinaire du dispositif des injonctions de soin dans une métropole régionale	GAG



Martine EVANS	Le suivi post-sentenciel : limites et perspectives. La mise en œuvre de la libération sous contrainte	AO le suivi post-sentenciel
Fabien JOBARD	Punitivités comparés. Représentations pénales en France et Allemagne	

La prison

Nicolas COMBALBERT	Etude transversale multicentrique de l'état de santé mentale des détenus âgés et de leur prise en charge judiciaire médico-psychologique et pénitentiaire.	A.O. Le vieillissement et la perte d'autonomie en milieu carcéral
Laurent SOLINI Sylvain FEREZ	L'architecture carcérale. Modernisation du bâti et "expériences spatiales" au sein de prisons belges et françaises	AO Architecture carcérale

Mineurs

Catherine LENZI Bernard PENY	Echecs continus des prises en charge des mineurs et stratégies institutionnelles	GAG
Dominique DUPREZ Cindy DUHAMEL Elise LEMERCIER	Analyse de la délinquance des filles mineures et de leur prise en charge	GAG
Sophie JEHEL Patricia ATTIGUI	Les adolescents face aux images « trash » : stratégies, vulnérabilités, remédiations. Comprendre le rôle des images dans la construction identitaire et les vulnérabilités de certaines jeunes	GAG

3. Domaine civil, économique et travail

Droit civil

Cécile PERES	La modernité des renonciations en matière successorale	GAG
Marie-Angèle HERMITTE Karène PARIZER-KRIEF Séverine MATHIEU	Analyse juridique et sociologique de l'état des questions en France à la lumière des pratiques étrangères en matière de filiation des enfants conçus hors la loi	AO Le droit à l'enfant et la filiation, en France et dans le monde
Clotilde BRUNETTI-PONS	Le droit à l'enfant et la filiation en France et dans le Monde	AO Le droit à l'enfant et la filiation, en France et dans le monde
Michelle GIROUX	Le « droit à l'enfant » et la filiation en France et dans le monde	AO Le droit à l'enfant et la filiation, en France et dans le monde
Jérôme COURDURIERS	Le « droit à l'enfant » et la filiation en France et dans le monde	AO Le droit à l'enfant et la filiation, en France et dans le monde
Magalie FLORES-LONJOU	La famille, le droit et le cinéma	GAG
HERAULT	Etat civil de demain et transidentité	A.O Etat civil



VIALLA	De l'assignation à la réassignation du sexe à l'état civil. Etude de l'opportunité d'une réforme	A.O Etat civil
CHAIGNEAU	L'état civil hors les frontières	A.O Etat civil

Droit économique

Katrin DECKERT Sophie HARNAY Tatiana SACHS	L'efficacité des codes de gouvernance – perspectives comparées et pluridisciplinaires	AO Etude sur la mise en œuvre des codes de gouvernance d'entreprise
Emmanuelle MAZUYER	Quel cadre juridique pour une mise en œuvre des codes de gouvernance d'entreprise ?	AO Etude sur la mise en œuvre des codes de gouvernance d'entreprise
Frédérique COULEE Julia MOTTE-BAUMVOL	L'effectivité des codes de gouvernances d'entreprise, de l'intérêt du droit international pour apprécier l'opportunité d'une réforme législative en France	AO Etude sur la mise en œuvre des codes de gouvernance d'entreprise
Jean-Christophe DUHAMEL Réda SEFSAF	Valeur de la gouvernance d'entreprise et gouvernances des valeurs de l'entreprise	AO Etude sur la mise en œuvre des codes de gouvernance d'entreprise

Droit du travail

Aude LEJEUNE	Aménagements raisonnables au travail : importation et usages d'une catégorie juridique en France et en Belgique	GAG
---------------------	---	-----

4. Questions transversales

Discrimination

Jeremy PERELMAN Marie MERCAT-BRUNS	Les juridictions et les instances publiques dans la mise en œuvre du principe de non-discrimination	AO Le principe de non-discrimination à l'épreuve du droit et des institutions chargés de sa mise en œuvre
Yan LAIDIE Philippe ICARD	Le principe de non-discrimination : l'analyse des discours	AO Le principe de non-discrimination à l'épreuve du droit et des institutions chargés de sa mise en œuvre
Florence BELLIVIER Jean-Marc THOUVENIN	La lutte contre les discriminations à l'épreuve de son effectivité	AO Le principe de non-discrimination à l'épreuve du droit et des institutions chargés de sa mise en œuvre

Santé et environnement



Stéphanie PORCHY SIMON Olivier GOUT Philippe SOUSTELLE	Etude comparative des indemnisations des dommages corporels devant les juridictions judiciaires et administrative et l'ONIAM en matière d'accidents médicaux	GAG
Brigitte FEUILLET Kristina ORFALI	La réalité de deux principes de protection du corps humain dans le cadre de la biomédecine : la dignité et la non-patrimonialité	GAG

Contentieux spécifiques et questions transversales

Mathilde BOUTONNET	Etude comparative des influences du principe de précaution sur la responsabilité juridique	A.O. Etude comparative des influences du principe de précaution sur la responsabilité juridique
Sophie FANTONI-QUINTON Johanna SAISON-DEMARS	Le principe de précaution face à l'incertitude scientifique : l'émergence d'une responsabilité spécifique dans le champ sanitaire	A.O. Etude comparative des influences du principe de précaution sur la responsabilité juridique
Stefano MANACORDA Geneviève GIUDICELLI	Dynamiques normatives du principe de précaution et métamorphoses de la responsabilité juridique	A.O. Etude comparative des influences du principe de précaution sur la responsabilité juridique
Jean-Baptiste FOEGLE Serge SLAMA	Renforcer l'efficacité de la protection des lanceurs d'alerte : l'apport du droit comparé et des normes du Conseil de l'Europe	GAG

5. Histoire

Sylvie HUMBERT	Archives orales des acteurs de la justice	GAG
Robert CARVAIS	Pratiques des savoirs entre jugement et innovation. Experts, expertises du bâtiment, Paris, 1390-1790	GAG

6. Outre-mer

Jean-Pierre LE CROM	Histoire du droit du travail dans les colonies	GAG
Christine DEMMER	La coutume comme loi pour le Kanak	AO L'intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain en Nouvelle-Calédonie
Etienne CORNUT Pascale DEUMIER	L'intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain en Nouvelle-Calédonie	AO L'intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain en Nouvelle-Calédonie

7. Domaine du droit public, droit constitutionnel



Fanny MALHIERE	L'élaboration des décisions des cours constitutionnelles et européennes	GAG
-----------------------	---	-----